

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
PAIX - TRAVAIL - PATRIE



RAPPORT ANNUEL DE PERFORMANCE 2015

CHAPITRE 37

**MINISTERE DES DOMAINES,
DU CADASTRE ET
DES AFFAIRES FONCIERES**

VERSION FRANÇAISE

SOMMAIRE

	NOTE EXPLICATIVE	4
1.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	5
1.1.	RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE	6
1.2.	PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE	8
1.3.	CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES	8
1.4.	AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2015	9
2.	ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES	10
2.1.	PROGRAMME 481: MODERNISATION DU CADASTRE	11
2.1.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	12
2.1.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	12
2.1.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	13
2.1.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	14
2.2.	PROGRAMME 482: PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT	21
2.2.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	22
2.2.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	22
2.2.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	23
2.2.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	25
2.3.	PROGRAMME 483: CONSTITUTION DES RESERVES FONCIÈRES ET LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX	35
2.3.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	36
2.3.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	36
2.3.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	37
2.3.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	39
2.4.	PROGRAMME 484: GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR DES DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES	45

2.4.1.	PRÉSENTATION DU PROGRAMME	46
2.4.2.	CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME	46
2.4.3.	PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015	47
2.4.4.	PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015	48
3.	BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES	63
3.1.	RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE	64
3.2.	LEÇONS APPRISES	65
3.3.	PERSPECTIVES	66

NOTE EXPLICATIVE

Le 1^{er} janvier 2013, le Cameroun a basculé dans un nouveau mode de gestion budgétaire : la budgétisation par programme. Cette dernière commande l'allocation de crédits budgétaires aux politiques publiques sur la base des programmes assortis d'objectifs et d'indicateurs de performance. Ces programmes sont structurés dans les Projets de Performance des administrations (PPA), rédigés annuellement par les ordonnateurs principaux du budget de l'Etat et annexés à la loi des finances. Après leur mise en œuvre, ils font l'objet d'une évaluation, également annuelle, dans le cadre de l'élaboration des Rapports annuels de performance (RAP), annexés à la loi de règlement.

Les RAP, prévus par l'article 22 alinéa 3 de la loi portant régime financier de l'Etat de 2007, étaient en 2016, rendus à leur troisième année d'élaboration, correspondant à l'évaluation des PPA de l'exercice 2015. A cet effet, il était question pour les départements ministériels et institutions de présenter l'état de réalisation technique et financière de leurs programmes au cours de cette année de référence, mais plus globalement, d'effectuer le bilan de la première période triennale de mise en œuvre du budget en mode programme (2013-2015).

En terme d'appropriation, il convient de relever pour s'en féliciter, la prise en main effective en 2015, de l'activité d'élaboration des rapports annuels de performance par les administrations concernées. Ces dernières, avec une assistance technique très faible, ont renseigné, conformément au format défini, les trois parties du RAP, avec en toile de fond l'objectif de fiabiliser davantage les éléments constitutifs du bilan technique.

Comme cela avait été le cas lors des deux années précédentes, les rapports annuels de performance 2015 sont déclinés ainsi qu'il suit:

- Contexte de mise en œuvre des programmes en 2015;
- Etat de mise en œuvre pour le compte de l'exercice 2015 ;
- Bilan stratégique et perspectives.

1. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

1.1. RAPPEL DE LA SYNTHÈSE STRATÉGIQUE

Dans le cadre de la mise en œuvre de la vision 2035 : «**CAMEROUN : PAYS EMERGENT, DEMOCRATIQUE ET UNI DANS SA DIVERSITE**», le Document de Stratégie pour la Croissance et l'Emploi(DSCE), a comme objectif général pour le secteur des infrastructures de mettre cette dernière en adéquation avec la demande économique et sociale. Il s'agit ici, de replacer l'infrastructure dans son véritable rôle d'accompagnement des objectifs de développement économique et social.

Pour ce qui concerne spécifiquement le sous secteur domaine, cadastre et affaires foncières, le DSCE a pour ambition de juguler les causes ayant entravées la gestion rationnelle dudit secteur par la détermination des objectifs globaux ci-après :

- lever la contrainte foncière pour faciliter le développement des infrastructures de communication, stimuler la création de moyennes et grandes exploitations dans le secteur rural, maîtriser le développement urbain et améliorer le climat des affaires;
- rationaliser l'allocation des ressources foncières et améliorer la gouvernance du patrimoine de l'Etat ;
- renforcer les capacités des administrations en charge des domaines, des affaires foncières et du patrimoine de l'Etat ;
- faciliter l'intégration régionale et soutenir la mise en œuvre de la décentralisation.

De ces objectifs globaux découlent quatre axes stratégiques sur lesquels s'est basée l'élaboration des programmes du sous secteur à savoir :

- § l'aménagement des lotissements selon les demandes des secteurs primaire et secondaire ;
- § la réalisation du plan cadastral national assorti des plans cadastraux des communes du Cameroun ;
- § la constitution des réserves foncières destinées au développement des projets d'intérêt général ;
- § l'aménagement des lotissements à usage résidentiel.

Conformément à la loi n° 006/2007 du 26 décembre 2007 portant Régime Financier de l'Etat et suivant ces quatre objectifs stratégiques du DSCE, le MINDCAF s'est fixé comme but de « **moderniser la gestion domaniale, cadastrale et foncière en vue de faciliter le développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social** » à travers quatre programmes :

- la modernisation du cadastre (481) ;

- la protection et le développement du patrimoine de l'Etat (482) ;
- la constitution des réserves foncières et lotissements des terrains domaniaux (483) ;
- la gouvernance et appui institutionnel du sous secteur domaine, cadastre et affaires foncières (484).

S'agissant de la modernisation du cadastre, il est question pour le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières de mettre sur pied et de rendre opérationnel les infrastructures cadastrales de base susceptibles de permettre la maîtrise des 475 442 Km² de superficie territoriale aussi bien dans les limites parcellaires internes que dans les limites internationales à travers notamment la mise en place, l'opérationnalisation et la protection du Réseau Géodésique Unique de Référence matérialisé au sol ; la confection de la cartographie à grande échelle ; la réalisation du cadastre national et enfin le relèvement du plateau technique des services du cadastre par la dotation desdits services en matériel de pointe susceptible de soutenir et d'assurer le suivi de tout les travaux de géodésie, de cartographie et de topographie réalisés sur l'ensemble du territoire.

La protection et le développement du patrimoine de l'Etat visent principalement à maîtriser l'ensemble du patrimoine mobilier et immobilier aussi bien en ce qui concerne les propriétés administratives tant en interne qu'à l'étranger ainsi que le parc automobile de l'Etat, afin de rationaliser son utilisation, de le protéger contre le vandalisme et d'éviter la distraction des biens de l'Etat. Il est aussi question d'assurer aux agents de l'Etat un cadre de vie et de travail agréable à travers une permanente réhabilitation des propriétés administratives et édifices publics.

Pour ce qui concerne la constitution des réserves foncières et les lotissements domaniaux, il est question pour le MINDCAF, de mettre d'une part à la disposition des structures administratives, des entreprises et des particuliers des surfaces de terres sollicitées en vue du développement de leurs activités et d'autre part, de constituer des réserves de terres sécurisées propices pour le développement d'une agriculture de seconde génération, l'aménagement des lotissements et la construction des logements sociaux. Enfin, le programme développe également des actions susceptibles d'améliorer et protéger le domaine privé de l'Etat, valoriser le domaine public et moderniser la gestion des affaires foncières.

En matière de gouvernance et d'appui institutionnel, la priorité est concentrée sur la révision du régime foncier et domanial du Cameroun conformément aux très hautes directives du Chef de l'Etat. Des réformes ont été entreprises pour ce qui concerne les affaires juridiques et les recettes domaniales. Le programme s'attèle surtout à soutenir le déploiement des activités des programmes techniques à travers notamment l'amélioration constante du cadre de travail, la gestion des ressources humaines et la facilitation dans les procédures financières liées à l'exécution des budgets de chaque programme.

1.2. PRÉSENTATION DU DOMAINE D'INTERVENTION DU MINISTÈRE

A la suite du décret n° 2012/390 du 18 septembre 2012 portant organisation du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, le Ministre des Domaines est responsable de la mise en œuvre et l'évaluation de la politique du Gouvernement en matière domaniale, cadastrale et foncière.

A ce titre, il est chargé de :

- § l'élaboration des textes législatifs et réglementaires relatifs aux secteurs domaniaux, cadastraux et fonciers ;
- § la gestion du domaine public et du domaine privé de l'Etat ;
- § la gestion du domaine national et des propositions d'affectation ;
- § la protection des domaines public et privé de l'Etat contre toute atteinte, en liaison avec les Administrations concernées ;
- § l'acquisition et l'expropriation des biens immobiliers au profit de l'Etat, des établissements publics administratifs et des sociétés à capital public, en liaison avec le Ministère des finances et les Administrations et organismes concernés ;
- § la gestion et l'entretien du patrimoine immobilier et mobilier de l'Etat ;
- § la gestion et du suivi des locations Administratives ;
- § l'élaboration et la tenue des plans cadastraux ;
- § la réalisation de toutes les études nécessaires à la délimitation des périmètres d'intégration cadastrale ;
- § la constitution et la maîtrise des réserves foncières en relation avec le Ministère de l'Habitat et du Développement Urbain et les Administrations concernées ;
- § la tutelle de la Mission d'Aménagement et d'Équipement des Terrains Urbains et Ruraux (MAETUR).

1.3. CONTEXTE DE L'EXÉCUTION DES PROGRAMMES

L'économie camerounaise, moteur de la Communauté Economique et Monétaire des États de l'Afrique centrale (CEMAC), a continué en 2015 à faire preuve de résilience dans un contexte économique mondial peu favorable (stagnation dans les pays de l'OCDE, décélération de la croissance en Chine et dans plusieurs pays émergents, baisse des cours du pétrole et des recettes d'exportations du pays). La région, de son côté, est confrontée à la persistance de poches d'insécurité aux frontières du nord et de l'est, du fait de la menace du groupe Boko Haram et de la crise en République Centrafricaine (RCA). La croissance camerounaise s'est consolidée en 2015 au rythme de 5.7 %, tirée principalement par le secteur secondaire qui a crû de 8.4 %. Le secteur tertiaire a connu une croissance de 5 %, et le secteur primaire de 4.9 %. La production de pétrole, dont le pays est un exportateur net, a connu une hausse exceptionnelle de 28.3 % avec la mise en exploitation de nouveaux champs. Le secteur des bâtiments et travaux publics (BTP) s'est également accru, au rythme de 7.3 %.

La politique budgétaire a conservé un caractère modérément expansionniste en phase avec la

poursuite des grands projets d'infrastructures. La loi de finances 2015, à l'instar de celles de 2013 et 2014, a été élaborée et mise en œuvre selon la méthode des budgets-programmes. La politique monétaire a visé de son côté à stabiliser les prix et le taux de change effectif réel, en évitant tout effet d'éviction de l'investissement privé par les dépenses publiques. L'inflation est montée à 2.7 % en 2015, en hausse de 0.8 point, en raison de la hausse des prix des carburants à la pompe, elle-même consécutive à la réduction de 40 % des subventions aux produits pétroliers opérée en juillet 2014. L'inflation reste cependant en deçà du seuil de convergence fixé à 3 % en zone CEMAC.

L'action du Cameroun pour l'exercice budgétaire 2015 consacrée par la loi n° 2014/026 du 23 décembre 2014 portant loi de Finances de la République du Cameroun pour l'exercice 2015 a été mise en œuvre dans ce contexte macro-économique peu favorable. L'action du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières, comme pour les années 2013 et 2014 s'est effectuée suivant quatre programmes dont la mise en œuvre sera fortement influencée par la poursuite des grands chantiers d'infrastructures, le plan d'urgence triennal, l'organisation des CAN 2016 et 2019 qui imposent au MINDCAF d'être toujours disponible et prêt à réagir aux sollicitations des diverses administrations et organismes. La persistance des poches d'insécurité aura aussi contribué à ralentir l'action du MINDCAF dans la zone septentrionale.

1.4. AUTRES FAITS MAJEURS DE L'ANNÉE 2015

Les faits majeurs ayant influencés la mise en œuvre des activités des programmes du MINDCAF au cours de l'exercice 2015 sont entre autres :

La réalisation en régie du projet de constitution des réserves foncières pour l'agro-industrie et lotissement domaniaux de l'exercice budgétaire 2014 au cours de l'année 2015, ceci a eu pour conséquence la mobilisation des ressources humaines et matérielles dédiées à la réalisation des projets de 2015 pour la réalisation des projets de 2014, compte tenu du contexte dans lequel les programmes étaient mis en œuvre en 2015 et du retard pour l'obtention des autorisations de réalisation en régie, le projet de constitution des réserves foncières de l'exercice 2015 n'a pas pu être réalisé et ne sera effectif qu'au cours de l'exercice 2016. Par ailleurs, la circulaire du Premier Ministre, Chef du Gouvernement relative aux acquisitions du matériel roulant n'a pas permis l'acquisition des véhicules plus que nécessaires à la conduite du projet de constitution des réserves foncières. Les engins de remorquage destinés au rapatriement des épaves de véhicules de l'Etat vers les garages dédiés à cet effet, n'ont pas également été acquis.

2. ETAT DE MISE EN OEUVRE DES PROGRAMMES

2015

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.1. PROGRAMME 481

MODERNISATION DU CADASTRE

Responsable du programme

AWONO JEAN BOSCO
Directeur des Affaires Générales

2.1.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Maîtriser l'espace territorial national en vue d'améliorer la gestion domaniale et le climat des affaires.	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de points du réseau géodésique implantés
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	1135.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	6650.0 2019
Indicateur	Intitulé:	Nombre de plans cadastraux réalisés
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	30.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	2000.0 2019
Indicateur	Intitulé:	Nombre de CTD bénéficiaire
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	6.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	36.0 2019
Indicateur	Intitulé:	Nombre de cartes confectionnées
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	400.0 2019
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES DE BASE Action 02: RELEVEMENT DU PLATEAU TECHNIQUE DU CADASTRE Action 03: REALISATION DU CADASTRE NATIONAL Action 04: COORDINATION DES SERVICES DU CADASTRE Action 05: ASSISTANCE TECHNIQUE DU PAMOCCA	
DOTATIONS INITIALES	AE 5 719 793 000	CP 5 284 800 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	AWONO JEAN BOSCO, Directeur des Affaires Générales	

2.1.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

En 2015 toutes les actions du programme de Modernisation du Cadastre ont été budgétisées à hauteur de 5 719 793 000 en autorisation d'engagement. Toutefois la réalisation sera influencée par le lancement effectif de la mise en œuvre des activités des composantes I et II du PAMOCCA, qui imposent que la contrepartie de l'Etat du Cameroun soit en priorité réalisés. par ailleurs la poursuite de la réalisation des grands chantiers, la mise en œuvre du plan d'urgence triennal pour l'accélération de croissance et la préparation à l'organisation des CAN 2016 et 2019 imposent aux structures du Cadastre d'être prompts à réagir tant au niveau humain que matériel aux sollicitations des autres administrations et organismes.

La réalisation en régie du projet de constitution des réserves foncières des exercices de 2014 et

2015 imposent à la Direction du Cadastre, structure technique du Ministère de mobiliser ses ressources humaines et matérielles pour la réalisation des travaux cadastraux y afférents, bien que cette action ne soit pas comptabilisée dans ce programme.

2.1.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

Les actions du programme de Modernisation du cadastre budgétisées en dépenses de capital et dépenses courantes ont globalement permis de relever le plateau technique du cadastre à travers l'acquisition des équipements techniques spécifiques que sont : les stations totales et les GPS de navigation , procéder au renforcement des capacités du personnel du Cadastre au maniement des équipements acquis au travers des séminaires de formation et de sensibilisation. L'acquisition des documents pour l'élaboration des dossiers technique aura aussi été effectuée. La poursuite de la densification du réseau géodésique des villes de Kribi, campo, Mfou, Mbalmayo et Bafia n'a pas pu être achevée en clôture d'exercice compte tenu de ce que le marché a été notifié tardivement est toutefois lancée. La réalisation de l'étude en vue de la réalisation de la cartographie numérique à grande échelle des villes qui a connu le même problème se poursuit, Les résultats seront disponibles en juin 2016. Dans le cadre de la réalisation du Cadastre National, des journées portes ouvertes du cadastre national ont été organisées à l'attention des professionnels de la topographie, la cartographie, la géodésie ainsi que du grand public. L'étude en régie en vue de la démarcation des limites des unités administratives, bien que les crédits aient été débloqués tardivement, a effectivement démarrée .Les résultats de la première phase seront disponibles au courant de l'année 2016. Pour ce qui concerne le PAMOCCA, les activités des composantes I et II ont effectivement été lancées.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 1 484 745 786	CP 1 049 752 786
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 4 235 047 214	Ecart CP 4 235 047 214
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE	CP 1 021 100 000
TAUX DE CONSOMMATION		97,27 %

2.1.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 MISE EN PLACE DES INFRASTRUCTURES TECHNIQUES DE BASE								
OBJECTIF	Maitriser l'espace territorial national							
Indicateur	Intitulé:		Taux de couverture du territoire national				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 83,72%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		8.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		50.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		190 points implantés et déterminés en coordonnées dans les Communes de Kribi I, Kribi II et Campo.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	734 993 000	300 000 000	734 011 641	299 018 641	299 018 641	285 740 291	95,56 %	95,56 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action est mise en œuvre dans un contexte marqué par le souci de rattacher l'ensemble des titres fonciers produits au RGN, dévoilant ainsi la nécessité d'accélérer la réalisation de cette activité. Par ailleurs l'Accord de Prêt Additionnel, matérialisé par décret N°2014/418 du 24 octobre 2014 qui vient étendre le PAMOCCA à 06 autres villes impose la réalisation de la cartographie à grande échelle dans ces villes avant 2017. Les lourdeurs dans les procédures de passation des marchés ainsi que la modicité des sommes allouées ne contribueront toutefois pas au respect des délais et des objectifs assignés à ces activités.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Densification du réseau géodésique dans la Région du Sud (Kribi 1 et Kribi 140 bornes, Campo, 50 bornes)</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>En 2015, il était prévu la densification du réseau géodésique dans 04 communes à concurrence de 360 points, l'étude en vue de la réalisation de la cartographie à grande échelle des villes du Cameroun. Les extraits attendus de ces activités n'ont pas pu être livré en fin d'exercice 2015 car les marchés ont été notifiés tardivement. Toutefois les prestations ont démarrés, les crédits ont été sauvegardés et les livrables seront disponibles au courant de l'année 2016.</p>							
Perspectives 2016	<p>En 2016 il sera surtout question d'achever les réalisations de 2015 en ce qui concerne la densification du réseau géodésique, la cartographie à grande échelle. Il s'agira en outre d'étendre la densification du réseau dans les autres villes des régions du Centre et Sud. Par ailleurs il apparait urgent d'amorcer la réalisation de la cartographie à grande échelle dans les 06 villes concernées par l'accord de prêt supplémentaire octroyé à l'Etat du Cameroun au travers du PAMOCCA.</p>							

Action 02 RELEVEMENT DU PLATEAU TECHNIQUE DU CADASTRE

OBJECTIF	Reduire les coût et delais des traitement de dossiers technique du cadastre								
Indicateur	Intitulé:	Reduire les dossires en instance						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	100%
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	5263.0							
	Année cible:	2019							
	Valeur Cible	0.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	-Acquisition de 30 stations totales avec accessoires complets -acquisition de 90 ordinateurs complets avec accessoires et 10 logiciels DAO - réduction de 40 dossiers							
Indicateur	Intitulé:	Nombre des dossiers en instances réduit						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	100%
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	46.0							
	Année cible:	2019							
	Valeur Cible	596.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	-Acquisition de 30 stations totales avec accessoires complets -acquisition de 90 ordinateurs complets avec accessoires et 10 logiciels DAO - réduction de 40 dossiers							
OBJECTIF	Relèvement du plateau technique								
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'appareils acquis						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	100%
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	40.0							
	Année cible:	2019							
	Valeur Cible	360.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	-Acquisition de 30 stations totales avec accessoires complets -acquisition de 90 ordinateurs complets avec accessoires et 10 logiciels DAO - réduction de 40 dossiers							
OBJECTIF	Permettre l'établissement des mappes foncières dans tousles départements et le suivi quotidien des travaux cadastraux								
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'appareils acquis						TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure	nb							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	40.0							
	Année cible:	2019							
	Valeur Cible	360.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	381 000 000	381 000 000	367 761 229	367 761 229	352 763 365	35 763 365	95,56 %	95,56 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Cette action est mise en œuvre dans un contexte où les services du cadastre bien qu'ayant reçus quelques dotations et équipements techniques, demeure toujours sous équipés car la quantité de matériel acquis ne leur permet toujours pas de satisfaire à la demande. Certaines prestations continuent d'être réalisées de manière archaïque, le personnel du cadastre demeure insuffisant en nombre et en qualité aussi, il subsiste un profond besoin d'informatiser les services afin de les arrimer à</p>								

	la modernité. Toutefois le PAMOCCA, rentré dans sa phase d'exécution, devra permettre l'informatisation des services centraux et régionaux du Cadastre ainsi qu'une dotation additionnelle en équipements techniques
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Acquisitions de 30 stations totales et accessoires ; Acquisition de 90 ordinateurs complets avec accessoires ; Acquisition de 10 logiciels de DAO.
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les résultats escomptés pour cette action sont conformes aux prévisions, toutefois le taux de consommation de 95.56 %, est dû au mode de passation des marchés. L'entreprise la mieux disante a proposé un montant inférieur aux prévisions d'où l'économie budgétaire.
Perspectives 2016	Les services du cadastre demeurant toujours sous équipés, il s'agira de poursuivre l'équipement des services du Cadastre, renforcer les capacités des personnels, effectuer un recrutement de personnels qualitatifs et étendre l'informatisation des services du Cadastre. Il s'agira également, de relire le trop plein d'indicateurs de l'action afin de pouvoir définir un indicateur permettant de capter véritablement la contribution de cette action à la réalisation de son objectif et d'élaborer la fiche de renseignement de cet indicateur.

Action 03 REALISATION DU CADASTRE NATIONAL

OBJECTIF	DOTER LE TERRITOIRE NATIONAL DE PLANS CADASTRAUX NUMERIQUES							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de plans cadastraux réalisés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		2000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
OBJECTIF	Doter le territoire national d'une cartographie à grande échelle (1:1000è)							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de planches produites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		1000.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		2000.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
OBJECTIF	Elaborer une stratégie pour la réalisation du cadastre national							
Indicateur	Intitulé:		Rapport final				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		1.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	90 000 000	90 000 000	90 000 000	90 000 000	90 000 000	90 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>La réalisation du cadastre national est assujettie à la réalisation préalable de certaines activités que sont la densification du réseau géodésique, la réalisation de la cartographie numérique à grande échelle sur le plan technique. Sur le plan réglementaire et institutionnel, il est nécessaire de collecter toute la documentation relative au cadastre, au foncier, à la gestion domaniale, aux archives ainsi que la délimitation effective des limites des unités administratives. Le comité de pilotage mis en place à cet effet par le Premier Ministre Chef du Gouvernement s'y attèle pendant que sur le plan technique la Direction du Cadastre essaye avec les moyens disponibles de réaliser les préalables techniques en vue de la réalisation du Cadastre National.</p>							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p>Etude en vue de la démarcation des limites des unités administratives est exécutée en régie. Les travaux sont en cours et 10 rapports sur les dix chefs-lieux des Régions sont attendus.</p>							

JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>90 000 000 francs ont été budgétisés en 2015 pour la première phase de l'étude en vue de la démarcation des limites des unités administratives, les travaux sont en cours pour la 1^{ère} phase. 10 rapports sont attendus concernant les dix chefs-lieux des régions.</p> <p>Le taux de réalisation technique 100 % affiché représente la quote part de réalisation des activités budgétisées car les indicateurs retenus pour cette action ne permettent pas d'avoir une vue globale de la performance engrangée .en outre, les valeurs nulles sus affichées sont consécutives au fait que ces activités n'ont pas été budgétisées car dépendantes de la réalisation d'autres activités non encore achevées.</p>
Perspectives 2016	<p>Des ressources seront programmées en 2017 pour le reste des communes, 360 rapports sont attendus. la démarcation des limites suivra dans les années futures afin de satisfaire à certaines exigences de la décentralisation. Un accent sera mis pour accélérer la réalisation des activités dont dépend la réalisation de cette action. Par contre, les indicateurs seront revus de manière à déterminer et renseigner la fiche d'un indicateur SMART qui mesure effectivement la performance globale de cette action.</p>

Action 04 COORDINATION DES SERVICES DU CADASTRE

OBJECTIF	Assurer le fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail et du cadre institutionnel				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		80.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Paiement des salaires : paiement des primes diverses					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 338 800 000	1 338 800 000	117 972 916	117 972 916	359 057 760	359 057 760	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Cette action est mise en œuvre dans un contexte marqué par le manque en qualité et quantité des ressources humaines, le cadre de travail inadéquat et les ressources financières limitées.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Les sommes allouées pour la mise en œuvre de cette action ont globalement contribué au paiement des salaires, l'achat du matériel et fourniture de bureau, le paiement des frais de mission et l'achat de carburant et lubrifiant pour un taux d'exécution technico-financière de 100%.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>La dotation budgétaire de cette action est consacrée au fonctionnement des structures du cadastre aussi bien pour les services centraux que déconcentrés. Elle permet de mettre à la disposition de celles-ci les commodités nécessaires pour le déploiement des activités techniques.</p> <p>Elle est essentiellement consacrée aux acquisitions de fournitures de bureau, du matériel informatique, au paiement des indemnités de mission, des primes pour travaux spéciaux et des salaires.</p>							
Perspectives 2016	Les perspectives de cette action vont dans le sens de l'accroissement qualitatif des effectifs, le renforcement des capacités des personnels avec l'apport du projet PAMOCCA, l'amélioration du cadre de travail.							

Action 05 ASSISTANCE TECHNIQUE DU PAMOCCA

OBJECTIF	Moderniser le cadastre, et amélioré la gestion des affaires domaniales, cadastrales et foncières.							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration de la gestion des affaires domaniales, cadastrales et foncières				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 05%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		05%					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 175 000 000	3 175 000 000	175 000 000	175 000 000	175 000 000	175 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le projet d'appui à la modernisation du cadastre et du climat des affaires s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la stratégie nationale pour la croissance et l'emploi(DSCE) 2010-2020 qui décline la vision nationale projetant l'accès du Cameroun au statut de pays émergent en 2035, et considère la gestion efficiente du patrimoine foncier comme un facteur de promotion du secteur privé et de la compétitivité							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISEES (présentation des extrants)	La dotation budgétaire de cette action est consacrée au fonctionnement de la Cellule d'exécution du PAMOCCA. Elle permet le paiement des salaires et la mise a disposition des commodités nécessaires pour le déploiement des activités de la Cellule.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Les activités des Composantes I et II du PAMOCCA ont été lancées au cours de l'année 2015 les résultats obtenus en fin d'exercice 2015 ne permettant pas d'effectuer les décaissements à la BAD les dotations ont été révisées, ainsi la dotation restante était consacrée au fonctionnement des activités de la CEP.							
Perspectives 2016	Les perspectives de 2016 iront dans le sens d'intensifier les réalisations des composantes I et II du projet afin que les délais ultimes de réalisation soient respectés.							

2015

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.2. PROGRAMME 482

PROTECTION ET DÉVELOPPEMENT DU PATRIMOINE DE L'ETAT

Responsable du programme

MANA SALLA NICAISE CHANTAL
Directeur du Patrimoine de l'Etat

2.2.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer la gouvernance du patrimoine de l'Etat	
Indicateur	Intitulé:	Indice de gouvernance dans la gestion du patrimoine de l'Etat
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	25.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	50.0
	Année cible:	2019
ACTIONS DU PROGRAMME	<p>Action 01: INVENTAIRE DU PATRIMOINE IMMOBILIER BATI DE L'ETAT PHASE 2(ESTAMPILLAGE)</p> <p>Action 02: RÉHABILITATION DES EDIFICES PUBLICS ET DES LOGEMENTS ADMINISTRATIFS</p> <p>Action 03: CONSTRUCTION DES PROPRIETES ADMINISTRATIVES</p> <p>Action 04: RÉHABILITATION DES ÉDIFICES PUBLICS</p> <p>Action 05: RÉNOVATION ET ENTRETIEN DES ASCENSEURS DE L'IMMEUBLE MINISTÉRIEL N°2</p> <p>Action 06: ENTRETIEN ET RÉFECTION DES PROPRIÉTÉS ET LOCATIONS ADMINISTRATIVES À L'ÉTRANGER</p> <p>Action 07: COORDINATION DES SERVICES DU PATRIMOINE DE L'ETAT</p> <p>Action 08: RÉHABILITATION DES LOGEMENTS ADMINISTRATIFS</p> <p>Action 09: CONSTRUCTION DES DELEGATIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES DU MINDCAF</p>	
DOTATIONS INITIALES	AE 8 098 054 000	CP 8 098 054 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	MANA SALLA NICAISE CHANTAL, Directeur du Patrimoine de l'Etat	

2.2.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 482 au cours de l'exercice 2015 s'est déroulée dans un contexte général de tension de trésorerie que notre pays connaît depuis quelque année déjà. Ladite tension occasionnée par la lutte acharnée que notre pays mène contre la secte islamique boko- haram, s'est accentuée avec la baisse du coût de pétrole, la poursuite des grands chantiers et l'organisation des CAN 2016 et 2019.

Cette tension de trésorerie s'est manifestée à notre niveau par de grands retards observés dans le paiement des décomptes partiels aux entreprises. Situation qui pénalise ces dernières qui n'ont pas les capacités financières au préfinancement total des travaux dont elles sont attributaires, d'où les retards observés dans l'exécution des activités de notre programme.

Il faut aussi relever les lourdeurs des procédures de passation des marchés, tant au niveau du MINDCAF qu'au Ministère des marchés publics.

En ce qui concerne la gestion informatisée du budget de l'Etat, le fonctionnement de l'application PROBMIS dédiée à cette activité n'a pas été continu, favorisant ainsi la lenteur dans le traitement de certains dossiers

2.2.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

Au cours de l'exercice budgétaire 2015, le programme protection et développement du patrimoine de l'Etat a été mis en œuvre à travers une seule action d'investissement à savoir la réhabilitation des édifices publics et des logements administratifs dont la dotation de 1 milliard 300 millions a permis de réhabiliter plusieurs édifices publics entre autre : le garage administratif central, les immeubles ministériels N°1 et 2. Par ailleurs, des audits et études en vue de la réhabilitation des édifices publics à Douala ont été réalisés.

Initialement parti pour un budget de 6 milliards 798 millions 54 mille FCFA, pour ce qui concerne les activités de coordination de ce programme, le paiement de la charge locative et autres a été effectif à hauteur de 5 milliards 30 millions 67 mille 841 FCFA du à la révision des crédits aussi bien dans les services centraux que déconcentrés.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<ul style="list-style-type: none"> - Au garage administratif central les extrants suivants ont été obtenus : Mur de soutènement construit, grand bâtiment complètement nettoyé et repeint, Sols et plafonds refaits dans les bureaux, Atelier en cours d'achèvement, électricité en cours de remise aux normes, portail et guérite achevés ; -01 rapport de l'étude en vue de la réhabilitation des garages administratifs annexes ; - l'immeuble ministériel n°1 : 106 cameras de vidéosurveillance installées ; - l'immeuble ministériel n°2 : Réseau de sécurité incendie réhabilité (phase 3), Réseau électrique réhabilité (phase 3), Rapport de maitrise d'œuvre des travaux de réhabilitation de l'immeuble ministériel n°2 - 20 rapports d'audit des édifices publics à Douala disponibles 	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR	29,53%	
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 6 078 283 191	CP 6 078 283 191
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 2 019 770 809	Ecart CP 2 019 770 809
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE 6 077 436 266	CP 6 050 000 000
TAUX DE CONSOMMATION	99,98 %	99,53 %
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Il conviendrait de rappeler dans un premier temps que toutes les actions annoncées plus haut n'ont pas été budgétisées. De plus, la plus part d'entre elles ne sont plus d'actualité. Trois actions fondamentales composent le programme à savoir : l'inventaire et estampillage du patrimoine de l'Etat, la réhabilitation des bâtiments administratifs et la construction des délégations régionales et départementales du MINDCAF. La présence de ces actions dans le PPA se justifie par la difficulté rencontrée dans PROBMIS lors de la suppression desdites actions inutiles pendant la préparation du budget de l'exercice 2015.</p> <p>Dans un second temps, certaines activités n'ont pas été réalisées notamment : l'achat d'un véhicule de remorquage et l'audit des bâtiments administratifs à l'étranger. La première parce que le MINDCAF n'a pas reçu l'accord du Premier Ministre Chef du Gouvernement et la deuxième à cause de la lenteur observée dans la procédure de passation du marché. Pour le reste, toutes les activités ont été réalisées, l'étude en vue de la réhabilitation des garages administratifs annexes, la réhabilitation des immeubles ministériels 1 et 2 et les audits effectués sur les bâtiments administratifs à Douala. Ceci à cause de l'intérêt suscité par les offres et par le professionnalisme manifesté par les entreprises attributaires. Pour ce qui concerne le fonctionnement et plus spécifiquement les loyers, la dotation budgétaire allouée à ladite charge ne permet pas de couvrir entièrement toutes les factures y afférentes.</p>	

PERSPECTIVES 2016	<p>Dans la poursuite de l'objectif stratégique visant la protection et le développement du patrimoine de l'Etat, le MINDCAF entend mener entre autres les actions suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none">1. achever l'opération d'estampillage des bâtiments administratifs ;2. procéder à la surveillance du parc immobilier de l'Etat grâce au système GPS ;3. poursuivre les audits des bâtiments administratifs tant sur le territoire national qu'à l'étranger.4. poursuivre progressivement la remise en état des bâtiments administratifs ;5. mener une étude en vue de la rationalisation de l'utilisation des édifices publics (le regroupement des services dans les régions et départements ainsi que la construction de nouveaux espaces de travail où cela s'avère nécessaire). <p>mener une étude sur la rentabilisation du patrimoine immobilier de l'Etat à l'étranger, notamment dans les pays à forte valeur immobilière pour une restructuration ou constructions nouvelles en vue de la mise en location comme cela se fait déjà à Paris et Bruxelles.</p> <p>Elaboration de la fiche de renseignement de l'indicateur</p>
----------------------	---

2.2.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 INVENTAIRE DU PATRIMOINE IMMOBILIER BATI DE L'ETAT PHASE 2(ESTAMPILLAGE)								
OBJECTIF	Maîtriser , sécuriser, préserver le patrimoine immobilier bâti de l'Etat.							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'estampillage des propriétés et locations administratives				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2014					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2018					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 02 RÉHABILITATION DES EDIFICES PUBLICS ET DES LOGEMENTS ADMINISTRATIFS									
OBJECTIF	Améliorer les conditions de vie et de travail des agents publics.								
Indicateur	Intitulé:	Nombre de garages administratifs opérationnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%			
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2019							
	Valeur Cible	75.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	01 garage administratif réhabilité 01 rapport d'étude en vue de la réhabilitation des garages administratifs annexes							
Indicateur	Intitulé:	taux d'entretien et de sécurisation de matériel roulant de l'Etat dans les garages administratifs (central et annexes)				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 99,92%			
	Unité de mesure	%							
	Année de référence:	2015							
	Valeur de référence:	0.0							
	Année cible:	2019							
	Valeur Cible	30.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):	01 garage administratif réhabilité 01 rapport d'étude en vue de la réhabilitation des garages administratifs annexes							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	1 300 000 000	1 300 000 000	1 048 215 350	1 048 215 350	1 047 368 425	1 047 368 425	99,92 %	99,92 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	<p>Suite aux incendies qui ont ravagés certains édifices publics à Yaoundé et Douala, le Premier Ministre, Chef de Gouvernement avait prescrit des mesures urgentes pour la protection et la sécurisation des bâtiments administratifs. C'est dans ce contexte que le MINDCAF, afin d'avoir une idée nette de l'ampleur des travaux à réaliser a dans un premier temps procédé à l'audit des bâtiments administratifs à Douala.</p> <p>Le contexte est aussi dominé par une recherche accrue de la maîtrise du patrimoine de l'Etat. Sur le plan extérieur, il est dominé par la rareté des ressources budgétaires. L'une des raisons pour laquelle l'audit des bâtiments administratifs à l'étranger n'a pas été réalisé est l'insuffisance de la dotation budgétaire réservée à cette activité qui a suscité peu d'intérêt auprès des entreprises.</p>								
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Construction d'un mur de soutènement, nettoyage et peinture du grand bâtiment, réfection des sols et plafonds dans les bureaux, rénovation d'un Atelier, remise aux normes de l'électricité, Construction de la guérite et pose d'un portail;</p> <ul style="list-style-type: none"> - 01 rapport de l'étude en vue de la réhabilitation des garages administratifs annexes ; - Réseau de sécurité incendie de l'immeuble ministériel n°2 réhabilité (phase 3); - Réseau électrique de l'immeuble ministériel n°2 réhabilité (phase 3); - Rapport de maîtrise d'œuvre des travaux de réhabilitation de l'immeuble ministériel n°2; - 106 cameras de vidéosurveillance installées à l'immeuble ministériel n° 1; - 01 rapport d'audit des édifices publics à Douala disponible. 								

<p>JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)</p>	<p>Il convient de signaler avant toute chose que l'indicateur évalué suivant le PPA ne correspond pas à cette action d'où son résultat technique de 100% atteint pour l'exercice 2015 ne correspond pas à la réalité de cette action. L'indicateur qui renseigne le mieux cette action est : le nombre de bâtiments administratifs réhabilités. Le taux de réalisation technique est calculé uniquement sur la base des réalisations effectuées dans le garage administratif central.</p> <p>Les résultats obtenus se justifient par le professionnalisme des entreprises attributaires des offres, la bonne préparation des éléments de maturation et le suivi effectué par les services de la Direction du Patrimoine de l'Etat, responsable de ce programme. Toutefois, les fonds destinés à l'acquisition d'un véhicule de remorquage n'ont pas été consommés. Le MINDCAF n'ayant pas obtenu l'autorisation du PM de plus, l'audit des bâtiments administratifs à l'étranger n'a pas été réalisé à cause des lenteurs dans le processus de passation des marches.</p>
<p>Perspectives 2016</p>	<p>. reformuler l'indicateur afin qu'il s'adapte à l'action</p> <p>2. Compte tenu de l'ampleur de dégradation du patrimoine de l'Etat, cette action se poursuivra et nécessitera des dotations budgétaires beaucoup plus importantes en vue de la préservation dudit patrimoine. Par ailleurs une vaste activité d'audit des propriétés administratives est entamée en cette année 2015 et se poursuivra dans les prochains exercices dans l'optique de maîtriser la consistance et le coût des travaux de remise en état desdites propriétés, tant sur l'étendue du territoire qu'à l'étranger.</p> <p>3. Elaboration de la fiche de renseignement de l'indicateur</p>

Action 03 CONSTRUCTION DES PROPRIETES ADMINISTRATIVES

OBJECTIF	Réduire les charges locatives administratives par la construction de nouvelles résidences ministérielles.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de propriétés administratives construites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		3.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		9.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
Indicateur	Intitulé:		Montant de charges locatives				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		Mds					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		1.31E9					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		1.01E9					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 04 RÉHABILITATION DES ÉDIFICES PUBLICS

OBJECTIF	Améliorer le cadre de travail des agents de l'Etat							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'édifices réhabilités et fonctionnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		30.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 05 RENOVIATION ET ENTRETIEN DES ASCENSEURS DE L'IMMEUBLE MINISTERIEL N°2								
OBJECTIF	Améliorer l'accès du personnel et des usagers dans les services abrités dans cet immeuble.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'ascenseurs fonctionnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		6.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		7.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 06 ENTRETIEN ET RÉFECTION DES PROPRIÉTÉS ET LOCATIONS ADMINISTRATIVES À L'ÉTRANGER								
OBJECTIF	Améliorer le cadre de travail et de vie des agents de l'Etat à l'Etranger.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de propriétés de l'Etat à l'étranger réhabilités et fonctionnels				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
CRÉDITS	Réalisation exercice (Résultat technique):							
	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 07 COORDINATION DES SERVICES DU PATRIMOINE DE L'ETAT

OBJECTIF	Assurer le fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		70.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Loyers payés dans les services centraux et déconcentrés, fournitures de bureau et petits matériels acquis					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	6 798 054 000	6 798 054 000	5 030 067 841	5 030 067 841	5 030 067 841	5 030 067 841	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le contexte de mise en œuvre est celui de la recherche de plus d'efficacité du service public et l'apurement de la charge locative.							
ACTIVITES MAJEURES RÉALISÉES (présentation des extraits)	<p>salaires régulièrement payés ;</p> <p>- loyers des immeubles abritant les services publics et les logements dans le Mfoundi payés à hauteur de 2 500 000 000 FCFA ;</p> <p>- loyers des immeubles abritant les services publics et les logements dans les autres départements du Pays payés à hauteur de 3 000 000 000 FCFA.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p>Les éléments de calcul de la réalisation de cet indicateur ne permettent pas son calcul, mais comme c'est une action de coordination et que toutes ses activités ont été menées il a semblé opportun de l'évaluer à 100%.</p> <p>Les principales activités menées dans cette action sont : le paiement des salaires, le mandatement des loyers, l'entretien des bâtiments publics, l'achat des fournitures de bureau, le paiement des indemnités de mission et les autres dépenses de personnels.</p> <p>Pour ce qui concerne le paiement des salaires, le MINDCAF ne dispose pas de la situation exacte de la ligne budgétaire qui supporte cette dépense car elle est gérée par le Ministère des Finances c'est ce qui justifie la révision des crédits initiaux alloués à cette action.</p> <p>Par ailleurs, le mandatement des loyers a été effectué aussi bien dans les services centraux que déconcentrés conformément aux factures transmises par les bailleurs de l'Etat du Cameroun bien que certains d'entre eux ne transmettent pas parfois leurs factures à temps.</p> <p>En ce qui concerne les fournitures de bureau, les dotations réservées ont permis aux services mettant en œuvre ce programme d'acquiescer le matériel de fonctionnement nécessaire.</p>							
Perspectives 2016	<p>Reformuler l'indicateur et élaborer sa fiche de renseignement.</p> <p>Il est nécessaire, en vue de réduire la charge locative, qu'une stratégie de construction des édifices publics soit sérieusement étudiée. Dans cette perspective, les projets du plan d'urgence, notamment l'aménagement du noyau central de Yaoundé avec la construction des bâtiments à usage de bureau permettra de réduire considérablement ladite charge.</p>							

Action 08 RÉHABILITATION DES LOGEMENTS ADMINISTRATIFS

OBJECTIF	Améliorer le cadre de vie des agents de l'Etat.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de logements administratifs réhabilités et occupés par les agents de l'Etat				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		10.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		30.0					
CRÉDITS	Réalisation exercice (Résultat technique):							
	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 09 CONSTRUCTION DES DELEGATIONS RÉGIONALES ET DÉPARTEMENTALES DU MINDCAF								
OBJECTIF	Moderniser l'encadrement fonctionnel et réduire la charge locative							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de délégations régionales et départementales				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		8.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		10.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

2015

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.3. PROGRAMME 483

CONSTITUTION DES RESERVES FONCIÈRES ET LOTISSEMENTS
DES TERRAINS DOMANIAUX

Responsable du programme

ATANGANA TABI ALAIN BERNARD
Directeur des Domaines

2.3.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Disposer des réserves foncières à travers l'accroissement de l'offre en terrain en vue de contribuer au développement de l'agro industrie, des infrastructures et de l'habitat social et disposer de l'information documentaire fiable en temps réel au moyen de l'informatisation des conservations foncières	
Indicateur	Intitulé:	Nombre de conservations foncières informatisées
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	0.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	15.0 2019
Indicateur	Intitulé:	Nombre d'hectares acquis et sécurisés.
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	800000.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	3865970.0 2019
Indicateur	Intitulé:	Nombre de parcelles produites
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	2200.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	7200.0 2019
Indicateur	Intitulé:	Nombre de dépendances immatriculées
	Unité de mesure	nb
	Valeur de référence:	274524.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible Année cible:	374524.0 2019
ACTIONS DU PROGRAMME	Action 01: CONSTITUTION DES RESERVES FONCIERES Action 02: LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX Action 03: COORDINATION DES SERVICES DES DOMAINES Action 04: COORDINATION DES SERVICES DES AFFAIRES FONCIÈRES Action 05: MODERNISATION DE LA GESTION DES AFFAIRES FONCIÈRES Action 06: VALORISATION DU DOMAINE PUBLIC	
DOTATIONS INITIALES	AE 4 324 839 000	CP 4 324 839 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	ATANGANA TABI ALAIN BERNARD, Directeur des Domaines	

2.3.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

Au cours de l'exercice 2015, ce programme a connu le changement de responsable. Mr MEVONGO OKOMONO Paul Félix, présent Directeur des Domaines à remplacé Mr Alain Bernard ATANGANA TABI. Sa mise en œuvre a été influencée par l'exécution du plan d'urgence triennal 2015-2017, la réalisation des grands projets d'infrastructures, la préparation de l'organisation des CAN 2016 et 2019 qui impose au MINDCAF de priorisé toutes activités liés a ces projets dans le sens de l'incorporation et la mise a disposition des sites devant accueillir ces différents projets.

Les poches d'insécurité dans le septentrion auront par ailleurs contribuées à ralentir le

déploiement de ce programme dans cette partie du pays.

Il serait judicieux d'évoquer dans les éléments de contexte, la réalisation des activités de constitution des réserves foncières de l'exercice 2014 au courant de l'année 2015.

2.3.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

Au cours de l'exercice 2015, sur les(06) six actions de ce programme, cinq ont été budgétisées, dont (03) trois actions d'investissement, et (02) deux actions de coordination.

L'action constitution des réserves foncières constituée de trois activités à savoir : constitution des réserves foncières pour l'agro-industrie, constitution des réserves foncières pour les logements sociaux, constitution des réserves foncières pour les lotissements domaniaux, pour l'exercice 2015 n'a pas pu être réalisée car les ressources humaines et matérielles nécessaire à la mise en œuvre de cette activité étaient déployées pour la réalisation des activités de l'exercice 2014.

compte tenu du fait que l'activité se réalise en régie, le déblocage des fonds prévues pour n' a été effectif qu'en fin d'année 2014,tout comme les fonds prévus pour les lotissements des terrains domaniaux ,ils ont été virés et sauvegardés dans la ligne budgétaire constitution des réserves foncières au Trésor Public pour la suite des activités.

Pour ce qui est de la modernisation des affaires foncières, les fonds alloués à cette action ont permis d'acquérir 34 986 documents d'établissement des titres fonciers et 30 125 de titres de propriétés. De débiter l'inventaire et la transcription des titres fonciers pour la mise en place des conservations foncières à caractère spécial dans le Mfoundi et le Wouri., ensuite de procéder aux études suivantes : l'étude en vue de l'informatisation des conservations foncières, et l'étude en vue de l'harmonisation des coûts des commissions consultatives.

La dotation budgétaire relative à la coordination des services des domaines et des Affaires foncières a permis de mettre à la disposition des structures chargées de réaliser le programme les commodités nécessaires. Entre autres, le matériel de bureau, informatique, primes, carburant et les salaires.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU	<p>Modernisation des affaires foncière Les fonds alloués à cette action ont permis d'acquérir les documents suivants :</p> <p>Document de titres foncier 20 185 copies de titres fonciers 12 feuillets ; 90livres fonciers 200 feuillets ; 7 125 chemises de travail ; 7526 chemises (dossier de demande de titre foncier) ; 150 registres de dépôts des actes à inscrire 200 feuillets; 00 registres des oppositions à la procédure d'obtention du titre foncier de 200 feuillets avec deux feuilles de garde.</p> <p>Document des titres de propriété 75 livrets de propriétés 200 feuillets ; 10 000 copies de titres de propriétés de 12 feuillets ; 10 000 chemises de travail ; 10 000 chemises dossiers de demande de titre de propriété ; 50 registres de dépôt des actes à inscrire de 200 feuillets avec 02 feuilles de garde ; 00 registres des oppositions à la procédure d'obtention du titre de propriété de 200 feuillets avec deux feuilles de garde. projet de décret fixant les modalités de prise en charge des frais relatifs au fonctionnement de la commission consultative disponible; Rapport de l'étude en vue de l'informatisation des conservations foncières et de la chaine de procédure d'établissement du titre foncier disponible.</p>	
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 2 833 678 445	CP 2 833 678 445
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE 1 491 160 555	Ecart CP 1 491 160 555
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE	CP 2 821 900 000
TAUX DE CONSOMMATION	99,58 %	
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES	<p>Les activités de constitution des réserves foncières pour l'agro-industrie, pour les logements sociaux et pour les lotissements domaniaux, n'ont pas été réalisées au cours de l'exercice 2015 à cause des lenteurs occasionnées par la procédure de décaissement des fonds et la mise en place des modalités relatives à la réalisation des travaux en régie.</p> <p>C'est pourquoi au 31 décembre 2015 le nombre d'hectares acquis et sécurisés est de 0.</p> <p>Les ressources financières destinées à la réalisation de la constitution des réserves foncières ont été virées et sécurisées au Trésor Public.</p> <p>En ce qui concerne l'informatisation des conservations foncières, l'étude en vue de l'informatisation des conservations foncières a été effectuée, le rapport de l'étude est disponible.</p> <p>Par ailleurs les fonds destinés à l'aménagement du nouveau centre administratif d'Etoudi ont été consommés, le rapport d'exécution des travaux est en cours d'élaboration.</p>	
PERSPECTIVES 2016	<p>En perspective il sera question de finaliser les travaux de constitution des réserves foncières de l'exercice 2015, Reformuler l'indicateur du programme et élaborer sa fiche de renseignement, contribué à l'aménagement d'un site de 04 hectares pour le projet indien de montage de véhicule lourds et légers.</p>	

2.3.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 CONSTITUTION DES RESERVES FONCIERES								
OBJECTIF	Disposer des réserves foncières							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'hectares réservés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 10%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		800000.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		3865970.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		Les travaux effectués jusqu'ici ont porté sur l'identification des sites et les travaux cadastraux.						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	1 300 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La constitution des réserves foncières pour l'exercice 2015 à été mis en œuvre dans un contexte marqué par la poursuite des grands chantiers d'infrastructure, l'insécurité dans la région septentrionale, mise en œuvre du PLANUT, la préparation des CAN 2016 et 2019 mais plus en encore les retards accusés dans la réalisation du projet de constitution des réserves foncières de l'exercice 2014.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	<p>Identification des sites</p> <p>Réalisation des travaux cadastraux de constitution des réserves foncières de l'exercice 2014.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	La constitution des réserves foncières pour l'exercice 2015 n'a pas pu être effectuée à cause des lenteurs occasionnées dans les procédures d'autorisation de régie, décaissement des fonds et des modalités de réalisation de travaux qui persistent depuis 2014. Pour ces raisons diverses, le MINDCAF a en 2015 procéder à la réalisation des travaux de constitution des réserves foncières de 2014.les ressources humaines, matérielles et temporelles affectées pour cette activité ont contribuées compte tenu des effectifs et équipements limités à ne pas pouvoir réaliser ledit projet en ce qui concerne l'exercice 2015.Les fonds alloués à l'action ont tout de même été virés et sécurisés au Trésor Public.							
Perspectives 2016	Finaliser les activités de constitution des réserves foncières.							

Action 02 LOTISSEMENTS DES TERRAINS DOMANIAUX

OBJECTIF	Accroître l'offre en terrains viabilisés							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de parcelles produites				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		2200.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		7200.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Convention signé avec le matgenie					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	1 000 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de ce programme au cours de l'exercice 2015, a été marquée par l'indisponibilité du génie militaire pour réaliser les travaux qui faisait suite à une convention signée entre le Génie Militaire et le MINDCAF depuis 2012.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Elaboration et signature d'une convention avec le matgénie							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les travaux d'aménagement de 2015, n'ont pas pu être réalisés compte tenu des diverses sollicitations du génie militaire. Les fonds alloués aux travaux ont été virés dans le compte du MINDCAF en vue de réaliser l'aménagement du nouveau centre administratif d'Etoudi avec l'appui du Matgénie.							
Perspectives 2016	Mettre en place une équipe de suivi-évaluation constituée du personnel du MINDCAF Poursuivre l'aménagement du nouveau centre administratif d'Etoudi .							

Action 03 COORDINATION DES SERVICES DES DOMAINES

OBJECTIF	Assurer la coordination du programme et l'exécution des actions transversales							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		70.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-salaires payés ; -indemnités de missions payées ; -fournitures et matériels de bureau achetés.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	937 145 000	937 145 000	165 755 755	165 755 755	242 099 046	242 099 046	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	redressement des dossiers de 2012 relatifs aux constitutions des réserves foncières et le plan d'urgence triennal.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Les salaires, les primes de rendement et pour travaux spéciaux							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les tâches relatives à cette action ont été réalisées à 100%. Ces tâches sont liées directement au fonctionnement des structures chargées de la mise en œuvre du programme. Elles contribuent à l'acquisition du matériel de bureau et du matériel informatique, le carburant, les indemnités de mission ou encore les primes pour travaux spéciaux. le paiement des salaires a été régulièrement effectué.							
Perspectives 2016	Poursuivre l'amélioration des conditions de mise en œuvre du programme à travers : - l'acquisition du matériel de bureau et informatique ; - la réalisation des missions dans le cadre de l'opération de constitution des réserves foncières.							

Action 04 COORDINATION DES SERVICES DES AFFAIRES FONCIÈRES

OBJECTIF	Améliorer le fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		70.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-salaires payés ; -indemnités de missions payées ; -fournitures et matériels de bureau achetés.					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	847 694 000	847 694 000	127 952 534	127 952 534	240 480 493	240 480 493	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La restructuration de l'imprimerie nationale à l'effet d'améliorer la livraison des documents d'établissement des titres fonciers, La production dans les délais, les éléments liés à la procédure de passation de marché en gré à gré.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Acquisition et répartition des documents d'établissement des titres fonciers.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Les tâches relatives à cette action ont été réalisées à 100%. Ces tâches sont liées directement au fonctionnement des structures chargées de mettre en œuvre le programme à savoir le matériel de bureau et informatique, le carburant, les indemnités de mission ou encore les primes pour travaux spéciaux. IL y a en outre le paiement des salaires qui a été régulièrement effectué.							
Perspectives 2016	Poursuivre l'amélioration des conditions de mise en œuvre du programme à travers : - l'acquisition du matériel de bureau et informatique ; - la réalisation des missions de suivi-évaluation dans le cadre des opérations de transcription des titres fonciers dans les conservations foncières à caractère spécial du Mfoundi et du Wouri.							

Action 05 MODERNISATION DE LA GESTION DES AFFAIRES FONCIÈRES

OBJECTIF	Disposer de l'information documentaire foncière fiable en temps réel et accroître l'offre des dépendances Immatriculées.							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de conservations foncières informatisées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 66%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		15.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		7 745					
Indicateur	Intitulé:		Nombre de dépendances immatriculées				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 66%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		274524.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		374524.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		7 745					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	240 000 000	240 000 000	239 970 156	239 970 156	239 970 156	239 970 156	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Au cours de l'exercice 2015, cette action a été influencée par la mise en œuvre de la copropriété des immeubles bâtis et de la mise en place des conservations foncières à caractère spécial dans le Mfoundi et le Wouri.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<p style="text-align: center;">Acquisition des livres fonciers et des titres de propriétés ;</p> <p>Inventaire et transcription des titres fonciers dans les conservations foncières à caractère spécial dans le Mfoundi et le Wouri ;</p> <p>Etude en vue de l'harmonisation des coûts des commissions consultatives ;</p> <p>Etude en vue de l'informatisation des conservations foncière.</p>							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	<p style="text-align: center;">Les fonds alloués à l'action modernisation des affaires foncières ont permis d'une part d'acquérir 34986 documents d'établissement des titres fonciers et 30125 titres de propriétés pour un montant de 160 000 000 FCFA, et d'autres part 80 000 000 FCFA ont permis de débiter les opération d'inventaire et transcription de titres foncier pour la mise en place des conservations foncières à caractère dans le Mfoundi et le Wouri, de procéder à l'étude en vue de l'informatisation des conservations foncière et à l'étude en vue de l'harmonisation des coûts des commissions consultatives. Sur un total de 103 356 titres fonciers, 13 530 titres fonciers ont été transcrits.</p>							
Perspectives 2016	<p style="text-align: center;">Le MINDCAF envisage de poursuivre la transcription des titres fonciers dans les conservations foncières à caractère spécial ;</p> <p style="text-align: center;">concevoir et acquérir les registres spéciaux auprès des conservateurs fonciers et acquérir les documents d'établissement des titres fonciers ;</p> <p style="text-align: center;">Augmenter de 10% des documents d'établissement des titres fonciers. ;</p> <p style="text-align: center;">Procéder au suivi-évaluation des activités de la modernisation des affaires foncières;</p> <p>Accélérer le processus de décongestionnement des ex-conservations foncières du Mfoundi et du Wouri</p>							

Action 06 VALORISATION DU DOMAINE PUBLIC

OBJECTIF	Maitriser le domaine public de l'Etat							
Indicateur	Intitulé:		Taux de valorisation du domaine public				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
							0 %	0 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	La mise en œuvre de cette action, nait de la volonté du Gouvernement à protéger et à valoriser le domaine public dans l'optique d'accroître les recettes domaniales.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	L'opération d'inventaire du domaine public relative à l'action de valorisation du domaine public n'a pas été budgétisée au cours de l'exercice budgétaire 2015.							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	l'action de valorisation du domaine public n'a pas été budgétisée au cours de l'exercice budgétaire 2015.							
Perspectives 2016	Poursuite des travaux d'inventaire du domaine public dans les nouvelles localités							

2015

RAPPORT ANNUEL
DE PERFORMANCE

2.4. PROGRAMME 484

GOUVERNANCE ET APPUI INSTITUTIONNEL DU SOUS-SECTEUR
DES DOMAINES, CADASTRE ET AFFAIRES FONCIERES

Responsable du programme

NASAKO FRITZ GERALD

2.4.1. PRÉSENTATION DU PROGRAMME

OBJECTIF	Améliorer les conditions de travail et assurer le fonctionnement des structures de coordination et des opérations transversales	
Indicateur	Intitulé:	Taux d'amélioration des conditions de travail et du cadre institutionnel
	Unité de mesure	%
	Valeur de référence:	30.0
	Année de référence:	2015
	Valeur Cible	70.0
	Année cible:	2015
ACTIONS DU PROGRAMME	<p>Action 01: COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES</p> <p>Action 02: ETUDES STRATEGIQUES, FONCTIONNEMENT ET PRODUCTION DU COMITE INTERNE PPBS</p> <p>Action 03: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE</p> <p>Action 04: AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL</p> <p>Action 05: DEVELOPPEMENT DES TIC</p> <p>Action 06: DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES</p> <p>Action 07: COORDINATION DES ACTIVITÉS DES SERVICES DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL</p> <p>Action 08: COORDINATION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET FINANCIÈRES</p> <p>Action 09: COORDINATION DES ACTIVITÉS DU CABINET MINDCAF</p> <p>Action 10: CONTROLE, AUDIT INTERNE</p> <p>Action 11: AFFAIRES JURIDIQUES</p> <p>Action 12: COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUES</p> <p>Action 13: GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES</p> <p>Action 14: SECURISATION DES RECETTES DOMANIALES</p> <p>Action 15: GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE</p>	
DOTATIONS INITIALES	AE 4 878 307 000	CP 4 878 307 000
RESPONSABLE DU PROGRAMME	NASAKO FRITZ GERALD,	

2.4.2. CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DU PROGRAMME

La mise en œuvre du programme 484 a été marquée par les éléments de contexte ci-après :

- La poursuite de la réforme budgétaire au Cameroun ;
 - la réforme des Marchés Publics, avec la nécessité de renforcer les capacités des personnels du MINDCAF sur les nouvelles règles de passation des Marchés ;
- instabilité du réseau pour l'utilisation de l'application PROBMIS.

2.4.3. PERFORMANCE GLOBALE DU PROGRAMME EN 2015

Une dotation budgétaire de 4 878 307 000 de FCFA a permis la mise en œuvre de 14 actions inscrites pour l'exercice 2015. De manière globale, 04 projets de textes réglementaires élaborés et 04 études ont été menées (Etude sur la création d'un infocentre au MINDCAF, étude en vue de la réhabilitation des archives, étude en vue de la mise en place d'un système d'informations statistiques et étude en vue de l'optimisation des recettes). Le site web du MINDCAF a été hébergé et est fonctionnel. Dans le cadre de la gestion des ressources humaines, un recensement du personnel a été fait et logiciel de gestion de ressources humaines a été conçu. 17 postes de recettes ont été sécurisés ; 16 postes de recettes informatisés et un annuaire statistique a été produite.

La promotion de la bonne gouvernance, la lutte contre la corruption, la coordination des activités du Cabinet MINDCAF, des services du Secrétariat Général, des affaires générales et financières ont été effectuées grâce aux dépenses courantes. Dans ce cadre, plusieurs missions ont été effectuées par les services de l'Inspection Générale dans la plus part des services déconcentrés du MINDCAF. Par ailleurs cette dotation a permis l'acquisition du matériel de bureau et informatique aussi bien pour les services centraux que déconcentrés. Elle a enfin permis le paiement des salaires.

Cependant, aucune acquisition en matériels roulants (moto) n'a été enregistrée faute d'autorisation du Premier Ministre.

RÉSULTAT TECHNIQUE OBTENU		
TAUX DE RÉALISATION DE L'INDICATEUR		
DOTATION DE CRÉDITS RÉVISÉS:	AE 12 624 285 578	CP 12 624 285 578
(écarts = Dot.init - Dot.rev)	Ecart AE -7 745 978 578	Ecart CP -7 745 978 578
CRÉDITS CONSOMMÉS	AE	CP 11 572 700 000
TAUX DE CONSOMMATION	91,67 %	

2.4.4. PERFORMANCES DÉTAILLÉES DU PROGRAMME PAR ACTIONS POUR L'ANNÉE 2015

Action 01 COORDINATION ET SUIVI DES ACTIVITES DES SERVICES									
OBJECTIF	Améliorer le cadre institutionnel et réglementaire de travail								
Indicateur	Intitulé:		Nombre de textes et procédures élaborés				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 0%		
	Unité de mesure		nb						
	Année de référence:		2015						
	Valeur de référence:		0.0						
	Année cible:		2015						
	Valeur Cible		6.0						
	Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE		
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP	
	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	15 000 000	100 %	100 %	
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION									
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Elaboration de la feuille de route ; Suivi et évaluation des activités ; Extrant : 01 rapport								
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'indicateur ne renseigne pas à suffisance l'action. Il correspond plutôt à celui d'une autre action. Notre PTA n'a pas prévu des activités qui renseignent cet indicateur. La ressource financière allouée a servi à réaliser l'élaboration de la feuille de route et le suivi-évaluation des activités du MINDCAF qui sont les activités de cette action et qui ne sauraient être mesurées par cet indicateur								
Perspectives 2016	Les mêmes activités sont reconduites pour 2016. Malheureusement l'indicateur n'a pas été redéfini pour 2016. Il sera redéfini pour 2017.								

Action 02 ETUDES STRATEGIQUES, FONCTIONNEMENT ET PRODUCTION DU COMITE INTERNE PPBS										
OBJECTIF	Améliorer les conditions de travail									
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%			
	Unité de mesure		%							
	Année de référence:		2015							
	Valeur de référence:		30.0							
	Année cible:		2015							
	Valeur Cible		70.0							
	Réalisation exercice (Résultat technique):		CDMT RAP DAO PAP							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE			
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	91 000 000	91 000 000	91 000 000	91 000 000	91 000 000	91 000 000	100 %	100 %		
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION										
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> - Elaboration du CDMT ; - Elaboration du RAP ; - Elaboration des DAO ; Elaboration du PAP									
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	L'indicateur ne renseigne pas à suffisance l'action, c'est ce qui justifie le 0% de réalisation technique. Il correspond plutôt à celui d'une autre action. Notre PTA n'a pas prévu des activités qui renseignent cet indicateur. La ressource financière allouée a servi à l'élaboration des documents de stratégie et de planification.									
Perspectives 2016	L'objectif et l'indicateur de cette action seront redéfinis en 2016.									

Action 03 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

OBJECTIF	Améliorer les conditions de travail, du cadre institutionnel et des instruments de travail							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail, du cadre institutionnel et des instruments de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		30.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		70.0					
CRÉDITS	Réalisation exercice (Résultat technique):		-Suivi de l'exécution du budget					
	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	19 000 000	19 000 000	19 000 000	19 000 000	19 000 000	19 000 000	100 %	100 %

Action 04 AMELIORATION DU CADRE DE TRAVAIL

OBJECTIF	Doter les services des infrastructures et d'équipements adéquats							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de personnel disposant d'un poste de travail				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		Remboursement						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	10 885 319	10 885 319	10 885 319	10 885 319	10 885 319	10 885 319	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Difficulté à liquider le crédit en 2014							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	Paiement de la dette d'un prestataire							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Un prestataire avait livré les ordinateurs en 2014 mais n'avait pas été payé. Les ressources financières de 2015 ont servi à payer sa dette.							
Perspectives 2016	La dotation des services en matériels de bureau et informatique a été reprogrammée afin de poursuivre l'amélioration des conditions de travail.							

Action 05 DEVELOPPEMENT DES TIC

OBJECTIF	Optimiser les échanges administratifs entre les différents structures du MINDCAF							
Indicateur	Intitulé:		Proportion du personnel disposant d' un ordinateur fonctionnel connecté au réseau internet				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100%	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		0.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		500.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-site web hébergé -système informatique refont					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	92 671 000	92 671 000	134 960 675	134 960 675	134 960 675	134 960 675	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Optimisation des échanges entre les différentes structures du MINDCAF. -Manque des données statistiques fiables -vulgarisation des actions, textes et procédures du MINDCAF							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	<ul style="list-style-type: none"> · Gestion du site web ; · Refonte du système informatique des Services centraux et des DR du Centre et du Littoral; Production de l'annuaire statistique;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Toutes les activités de cette action ont été réalisées et les ressources consommées							
Perspectives 2016	Faire vivre le site web Actualisation des données de l'annuaire statistique							

Action 06 DEVELOPPEMENT DES RESSOURCES HUMAINES

OBJECTIF	Améliorer la gestion administrative et assainir les moeurs.							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration de la gestion administrative et assainir les moeurs				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 100	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):		-Rapport du recensement du personnel; -Logiciel de gestion du personnel disponible et fonctionnel						
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	30 000 000	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Le passage de SIGIPES1 à SIGIPES2.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extrants)	- Recensement du personnel du MINDCAF; Conception du logiciel de gestion du personnel ;							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extrants)	Toutes les activités de cette action ont été réalisées et les ressources consommées.							
Perspectives 2016	Il est nécessaire de poursuivre l'amélioration de la gestion du personnel et de recruter qualitativement des personnels.							

Action 07 COORDINATION DES ACTIVITÉS DES SERVICES DU SECRÉTARIAT GÉNÉRAL

OBJECTIF	Coordonner avec succès toutes les structures du département ministériel en fonction des missions assignées à chacune d'elles							
Indicateur	Intitulé:		Taux de coordination avec succès des structures du département ministériel en fonction des missions assignées à chacune d'elles				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 98,26%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE 98,26 % 98,26 %	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP		
	672 150 000	672 150 000	648 175 817	648 175 817	636 913 794	636 913 794		

Action 08 COORDINATION DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET FINANCIÈRES

OBJECTIF	Assurer le bon fonctionnement des services							
Indicateur	Intitulé:		Taux d'amélioration des conditions de travail et de rendement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 69%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
Réalisation exercice (Résultat technique):								
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	3 194 157 000	3 194 157 000	10 767 917 012	10 767 917 012	7 587 353 224	7 587 353 224	70,46 %	70,46 %

Action 09 COORDINATION DES ACTIVITÉS DU CABINET MINDCAF

OBJECTIF	Coordonner et Améliorer le fonctionnement des activités du Cabinet							
Indicateur	Intitulé:		Taux de coordination et d'amélioration du fonctionnement des activités du Cabinet				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE 95%	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	448 000 000	448 000 000	651 320 972	651 320 972	644 020 972	629 445 472	98,88 %	96,64 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Modicité des ressources financières et dysfonctionnement de l'application PROBMIS. Autorisation spéciale du MINFI pour le traitement sans limitation de quota sur les loyers							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	suivi des activités de l'inspection générale suivi des activités du service du conseiller technique suivi des activités du secrétariat technique du MINDCAF							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	la majeure partie des activités budgétisées pour la coordination des activités du cabinet a été réalisée, toutefois ce dysfonctionnement de l'application PROBMIS.							
Perspectives 2016	Lever de 20 % la précaution de blocage sur les loyers. Traitements sans limitations de quota permanent sur les loyers et les missions.							

Action 10 **CONTROLE, AUDIT INTERNE**

OBJECTIF	AMELIORER LE FONCTIONNEMENT ET LA PERFORMANCE DES SERVICES							
Indicateur	Intitulé:		NOMBRE DE RAPPORT DE MISSION				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		25.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 11 AFFAIRES JURIDIQUES

OBJECTIF	Veiller au respect des droits et règlements au sein du ministère							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de projets de textes élaborés dans les délais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		25.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		70.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):							
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

Action 12 COMMUNICATION ET RELATION PUBLIQUES

OBJECTIF	Accroître la visibilité des actions menées au sein du MINDCAF							
Indicateur	Intitulé:		Nombre d'activités ayant fait l'objet d'un couverture médiatique				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		10.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		15.0					
CRÉDITS	Réalisation exercice (Résultat technique):							
	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	20 000 000	20 000 000	19 831 275	19 831 275				

Action 13 GESTION DES RESSOURCES DOCUMENTAIRES

OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Rapport de l'étude disponible					
OBJECTIF	Améliorer la gestion des ressources documentaires							
Indicateur	Intitulé:		Proportion de services disposant d'un système d'archivage fonctionnel				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		20.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		100.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		Rapport de l'étude disponible					
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	30 000 000	30 000 000	25 638 750	25 638 750	25 638 750	25 638 750	100 %	100 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Mauvaise conservation et sécurisation des archives ne permettant pas les recherches							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Etude en vue de la réhabilitation des archives (rapport d'étude disponible)							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	. la seule activité de cette action a été réalisée et les ressources consommées.							
Perspectives 2016	Réhabiliter les archives							

Action 14 SECURISATION DES RECETTES DOMANIALES

OBJECTIF	Accroître le recouvrement des recettes domaniales, cadastrales et foncières							
Indicateur	Intitulé:		Taux de recouvrement				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		%					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		50.0					
	Année cible:		2019					
	Valeur Cible		75.0					
	Réalisation exercice (Résultat technique):		-16 postes de recettes informatisés -17 postes de recettes sécurisés -Manuel de procédures disponible -Rapport d'étude sur l'optimisation des recettes				95,25%	
CRÉDITS	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
	255 443 681	255 443 681	210 555 758	210 555 758	200 555 806	200 555 806	95,25 %	95,25 %
CONTEXTE DE MISE EN OEUVRE DE L'ACTION	Les recettes domaniales, cadastrales et foncières ne sont pas maîtrisées. D'où la nécessité de mettre en œuvre des activités visant à optimiser les recettes.							
ACTIVITES MAJEURES REALISEES (présentation des extraits)	Informatisation des postes de recettes Sécurisation des postes de recettes. Elaboration d'un manuel de procédures Etude en vue de l'optimisation des recettes							
JUSTIFICATION DU RÉSULTAT ET DE L'UTILISATION DES RESSOURCES (extraits)	Le matériel roulant (moto) n'a pas été acquis pour défaut d'autorisation du PM							
Perspectives 2016	Poursuivre la sécurisation et l'informatisation des autres postes des recettes							

Action 15 GESTION FINANCIERE ET BUDGETAIRE

OBJECTIF	Assurer la bonne exécution financières des programmes							
Indicateur	Intitulé:		Nombre de documents budgétaire et financiers produits dans les delmais				TAUX DE RÉALISATION TECHNIQUE	
	Unité de mesure		nb					
	Année de référence:		2015					
	Valeur de référence:		1.0					
	Année cible:		2015					
	Valeur Cible		4.0					
CRÉDITS	Réalisation exercice (Résultat technique):							
	DOTATION INITIALE		DOTATION RÉVISÉE		CONSOMMATION		TAUX DE RÉALISATION FINANCIÈRE	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP

3. BILAN STRATEGIQUE ET PERSPECTIVES

Le bilan de mise en œuvre du PPA 2015 du Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières permet d'opérer un rapprochement des résultats obtenus avec l'objectif stratégique du sous secteur, mais aussi d'entrevoir des perspectives à court et à moyen terme, eu égard aux leçons apprises.

En effet, la troisième année de mise en œuvre du budget programme aura permis au Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières de prendre une meilleure mesure de l'effort à entreprendre pour parvenir à une gestion optimale du patrimoine de l'Etat et particulièrement de la gestion des domaines, du cadastre et du foncier afin de faciliter la mise en œuvre des projets des acteurs économiques et sociaux sur les sentiers de l'émergence à l'horizon 2035.

3.1. RAPPROCHEMENT DES RÉSULTATS OBTENUS AVEC L'OBJECTIF STRATÉGIQUE DU MINISTÈRE

Dans l'optique de contribuer à l'atteinte des objectifs du sous-secteur « Domaines, Cadastre et Affaires Foncières », en vue de réaliser les objectifs du DSCE, le Ministère des Domaines, du Cadastre et des Affaires Foncières s'est fixé comme objectif stratégique : « **moderniser la gestion domaniale, cadastrale et foncière en vue de faciliter le développement de l'agro-industrie, des infrastructures et de l'habitat social** ». Pour l'atteinte de cet objectif, les priorités ont été axées sur la mise en œuvre cohérente et intégrée d'un certain nombre de politiques publiques en relation avec les missions du Ministère : modernisation du cadastre ; protection et développement du patrimoine de l'Etat ; constitution des réserves foncières et lotissements domaniaux ; gouvernance et appui institutionnel. L'appréciation de la performance globale du département ministériel ne peut se faire qu'au regard du rendement obtenu sur chacune de ces politiques publiques.

Modernisation du cadastre : la mise en place des infrastructures techniques de base au travers de la densification du réseau géodésique national et la réalisation de la cartographie à grande échelle prévoyait pour 2015 un niveau de réalisation de 1.82 %. Seulement, une performance de 1.74 % a été enregistrée. Quant au relèvement du plateau techniques du cadastre des équipements spécifiques ont été acquis, des personnels ont été formés mais en nombre insuffisant. Les actions mineurs réalisées dans ces deux actions ne permettent pas véritablement d'entrevoir l'atteinte de l'objectif global de ce programme à l'horizon 2035 et de ce fait compromettent la réalisation de l'action de réalisation du cadastre national qui représente en fait l'aboutissement de ce programme. Le PAMOCCA quant à lui avec la vocation de valoriser le capital foncier et améliorer le climat des affaires, suite à des procédures longues et complexes, le projet n'a pas pu connaître un véritable décollage au cours de l'année 2015.

La réhabilitation des édifices publics: les efforts accomplis dans ce segment ont notamment permis en 2015, les travaux de réhabilitation du garage administratif central, les travaux de

réhabilitation de l'immeuble ministériel N°2. La survenance de plusieurs incendies dans les édifices publics a permis de réaliser au cours de cet exercice les audits des bâtiments administratifs à Douala. Les résultats desdits audits permettront d'élaborer une stratégie et une programmation réaliste de l'entretien et de la réhabilitation des édifices abritant les départements ministériels pour les prochains exercices.

La constitution des réserves foncières : le patrimoine immobilier non bâti s'est enrichi avec l'acquisition des terrains auprès de la SRC, soit environ 1216 ha de terrains. Cette superficie de prime abord paraît dérisoire, cependant ce sont des terrains qui revêtent un caractère stratégique et qui pourraient servir non seulement pour le logement social mais également pour l'aménagement des parcelles haut standing. Par ailleurs la constitution des réserves foncières de l'exercice 2014 réalisée en 2015 vient apporter une contribution supplémentaire afin de lever la contrainte foncière pour les projets et les logements sociaux. En outre, l'acquisitions des documents d'établissement des titres fonciers a été effectuée soit : 18 000 copies de titres fonciers 12 feuillets, 70 000 livres fonciers 200 feuillets, 125 chemises de travail, 125 chemises (dossier de demande de titre foncier) 20 000 registres de dépôts des actes à inscrire 200 feuillets; 20 000 registres des oppositions à la procédure d'obtention du titre foncier de 200 feuillets avec deux feuilles de garde.

La réforme foncière : l'architecture juridique actuelle devenue obsolète est en cours de révision profonde avec la production d'une dizaine de projets de textes devant permettre de faciliter la mise en œuvre des projets structurants devant mener le pays à l'émergence.

Sécurisation des recettes foncières, domaniales et cadastrales : dans cette rubrique, des postes de recettes départementales ont été informatisés et des travaux de génie y sont effectués. En outre des motos ont été acquises afin de faciliter le déplacement des Receveurs départementaux.

3.2. LEÇONS APPRISES

- sans un dispositif cohérent de pilotage des programmes et une parfaite maîtrise des programmes par leurs responsables respectifs, tant en ce qui concerne leur élaboration, que pour ce qui est de l'exécution, l'efficacité du budget programme du MINDCAF risque ne pas être perceptible;
- l'insuffisance de ressources financières et matérielles pourrait constituer un obstacle pour l'atteinte de objectifs visés par conséquent, il est très important de prioriser les investissements ;
- la nécessité de l'appropriation de l'exercice lié à la définition des projets pluri annuels et l'engagement effectif de l'Etat sur l'AE pluriannuel ;
- le besoin de définir un indicateur SMART pour mesurer l'atteinte de l'objectif du programme ;
- la réalisation des études préalables afin de rendre mature les différentes activités ;

- la nécessité de vulgariser le guide de maturation des projets.

3.3. PERSPECTIVES 2016

En guise de perspective il conviendrait de :

- définir des indicateurs pertinents et élaborer leurs fiches de renseignement pour un meilleur suivi des performances des programmes et de leurs actions ;
- accélérer et finaliser le projet constitution des réserves foncières pour les exercices 2014 et 2015.
- mener les études préalables dans les champs des lotissements domaniaux, des édifices publics, des propriétés administratives, de la cartographie, du cadastre, afin de permettre l'élaboration d'un plan d'action et d'un CDMT plus cohérents ;
- poursuivre la densification du réseau géodésique unique de référence pour atteindre la cible de 20025 points ;
- l'aboutissement de la réforme foncière et sa vulgarisation ;
- l'amélioration de la gestion du patrimoine immobilier de l'Etat et du parc automobile.